N° 1588

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

ONZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 12 mai 1999.

PROPOSITION DE LOI

REJETEE PAR LE SENAT EN DEUXIEME LECTURE

*tendant à limiter les licenciements
des salariés de plus de cinquante ans.*

TRANSMISE PAR

M. LE PREMIER MINISTRE

A

M. LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.)

Le Sénat a rejeté, en deuxième lecture, la proposition de loi adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Assemblée nationale : 1^{re} lecture : **1236, 1251** et T.A. **219**.
2^e lecture : **1375, 1415** et T.A. **257**.

Sénat : 1^{re} lecture : **114, 165** et T.A. **66** (1998-1999).
2^e lecture : **253, 297** et T.A. **118** (1998-1999).

Retraites : régime général.

Article 1er

Il est inséré, avant le dernier alinéa de l'article L. 321-13 du code du travail, un alinéa ainsi rédigé :

« La cotisation est due également pour chaque rupture du contrat de travail intervenue du fait de l'adhésion d'un salarié à une convention de conversion prévue par l'article L. 322-3. Le montant de cette cotisation tient compte de la participation de l'entreprise au financement de la convention de conversion. »

Article 2

L'avant-dernier alinéa de l'article L. 321-13 du code du travail est ainsi rédigé :

« Cette cotisation n'est pas due dans le cas où le salarié bénéficie des allocations spéciales prévues par le 2° de l'article L. 322-4. »

Article 3

Les dispositions des articles 1er et 2 sont applicables pour toutes les ruptures de contrat de travail intervenant à compter du 1er janvier 1999.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 mars 1999.

Le Président,

Signé : LAURENT FABIOUS.

N°1588. - PROPOSITION DE LOI rejetée par le Sénat en deuxième lecture tendant à limiter les licenciements des salariés de plus de cinquante ans. (*renvoyée à la commission des affaires culturelles*).